

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 24/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MOULINS SOUFFLET

GROUPE SOUFFLET

QUAI SARRAIL

10400 Nogent-Sur-Seine

Références : UDRD.2024.10.R.26

Code AIOT : 0005801572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement MOULINS SOUFFLET implanté 103, Quai du Danemark 76380 Canteleu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOULINS SOUFFLET
- 103, Quai du Danemark 76380 Canteleu
- Code AIOT : 0005801572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Moulins Soufflet de Canteleu a pour activité principale la production de farine à partir de blés. Son activité s'étend également au stockage, à la mouture du blé et à l'expédition de farine.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 8.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 7.7.2 et 7.7.4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 4.3.11, 9.2.3 et 9.2.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 9.2.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Surveillance des sols	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 9.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 7.3.5.3	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
7	Stockage	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 8.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le but de cette visite d'inspection était de récoiler les différentes prescriptions de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022 ayant des échéances échues.

L'inspection a constaté qu'aucune de ces prescriptions n'était respectée le jour de la visite.

La mise en place avant le 1^{er} septembre 2022 d'un système de détection incendie dans le bâtiment farine était restée sans devis ni commande signée au 9 octobre 2024.

L'inventaire des flux aqueux avant le 1^{er} septembre 2022, la caractérisation des eaux souterraines avant le 1^{er} mars 2023 et la caractérisation des sol avant le 24 novembre 2023 sont eux aussi, non réalisés au 9 octobre 2024, puisqu'une partie des prélèvements et des analyses n'ont pas été faits.

Enfin, concernant le contrôle des installations électriques, celui-ci est réalisé mais la remise en état des non-conformités relevées n'est pas réalisée d'un an sur l'autre. De plus lors du dernier contrôle l'organisme a indiqué dans son rapport ne pas avoir pu réaliser l'ensemble des essais requis.

L'inspection propose donc à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022 pour tous les points de non-conformités mentionnés ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de farine
Prescription contrôlée : Une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mise en place dans le bâtiment de stockage de farine, sous un délai inférieur à six mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral . Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. L'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.
Constats : Au cours de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'inspection a questionné l'exploitant sur la mise en place du système de détection incendie dans le bâtiment de stockage de farine. L'exploitant a répondu que le système n'était pas en place mais qu'une demande d'investissement avait été passée le 30 juillet 2024. L'exploitant a déclaré que le devis n'était pas signé le jour de la visite. L'exploitant a précisé que la demande d'investissement était considérée comme hors budget, le devis étant ainsi resté en attente de validation au siège depuis le mois d'août 2024. Ce point constitue une non-conformité. Commentaire n° 1 : l'installation de détection incendie aurait dû être installée pour le mois de septembre 2022. L'exploitant a donc deux ans de retard. La date de demande de devis coïncide avec l'annonce de la visite d'inspection, le 11 juillet 2024. Par courrier électronique du 21 octobre 2024, l'exploitant a transmis l'annexe du mémoire technique n° 1097394, signé, correspondant à la commande pour la mise en place du système de détection incendie. L'exploitant n'est cependant pas en mesure de donner une date d'intervention. Non-conformité n° 1 : Considérant le retard de deux ans dans la mise en place de la détection incendie, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant d'installer, dans le bâtiment de stockage de farine, le système de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant, avant le 1 ^{er} mai 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 7.7.2 et 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource et entretien des équipements
Prescription contrôlée : *7.7.2 Entretien des moyens d'intervention : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. A minima une vérification annuelle est réalisée sur l'ensemble des équipements assurant la défense contre l'incendie de l'établissement (extincteurs ; RIA ; poteaux incendie ; installations de pompage ; désenfumage ; système de détection incendie...). Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. *7.7.4 Ressource en eau: L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none">• d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par un forage dont la puissance de pompage atteint au minimum 120 m³/h ;• d'un poteau incendie d'un débit minimum de 60 m³/h munie de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours, localisé à proximité de l'entrée de l'établissement ;• d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• d'un système de détection automatique d'incendie au niveau des transformateurs et locaux électriques ;• de réserves de sable meuble et sec (sans être inférieure à 100 litres et avec des pelles), ou de tout autre dispositif équivalent absorbant, convenablement répartis, en quantité adaptée au risque ;• de colonnes sèches pour les silos, le moulin, ainsi que pour les tours de manutention.
Constats : Au cours de la visite l'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none">• les rapports de contrôle des deux colonnes sèches du site, datés du 12 décembre 2023. Celles-ci sont conformes ;• le rapport de contrôle de la détection incendie des locaux électriques, avec réalisation du test de la sirène, le 29 mai 2024. Le rapport conclut au bon fonctionnement du système de détection ;• le rapport de contrôle de l'extinction automatique, pour une vérification réalisée le 29 mai 2024. Huit châssis de réservoirs sont notés à remplacer en raison de leur âge ainsi que des flexibles et des manomètres. Suite à la visite d'inspection l'exploitant a transmis par courrier électronique du 21 octobre 2024 les devis n° 31129700240/2 daté du 11 octobre 2024, signé par l'exploitant, pour le remplacement des pièces défectueuses (quatre réservoirs, quatre flexibles et quatre manomètres).

Par ailleurs, dans le rapport de contrôle de l'extinction automatique du 29 mai 2024, la zone ensachage est inscrite en dérangement. L'exploitant a indiqué que cela était dû aux travaux réalisés au moment du contrôle dans cette zone.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la nouvelle chaîne d'ensachage était installée et en cours de derniers réglages.

Demande n° 1 : Considérant que la zone ensachage n'a pas été contrôlée en raison des travaux et que ces travaux sont terminés, l'exploitant réalisera un nouveau contrôle du système d'extinction automatique de la zone d'ensachage et transmettra le rapport à l'inspection **avant le 1^{er} février 2025**.

Le jour de la visite, l'exploitant ne disposait pas des rapports de contrôle des extincteurs. Par courrier électronique du 21 octobre 2024 l'exploitant a transmis à l'inspection rapport de contrôle des extincteurs daté du 16 octobre 2024 ainsi que le rapport d'intervention pour la vérification du dispositif de désenfumage (manuel) daté du 09 janvier 2024. Ce point n'appelle pas d'observation.

Enfin concernant le réseau fixe d'eau incendie alimenté par un forage, l'inspection avait demandé à l'exploitant, suite à sa précédente visite du 16 juillet 2021, de mettre en place un registre traçant la réalisation du test de mise en fonctionnement de la pompe. Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a déclaré que le registre avait été mis en place. Cependant ce registre n'a pas été complété depuis 2022. L'exploitant a déclaré que le système était régulièrement mis en route notamment pour le nettoyage, environ tous les 15 jours.

Demande n° 2 : L'exploitant complétera, **dès réception du présent rapport**, le registre de suivi de la réalisation du test de la pompe du forage.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 4.3.11, 9.2.3 et 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

*article 4.3.11 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Paramètre	Concentration maximale
MES	30 mg/l
DBO ₅	100 mg d'O ₂ /l
DCO	125 mg d'O ₂ /l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Azote Global	20 mg N/l
Phosphore total	2 mg P/l

*article 9.2.3 : L'exploitant fait procéder suivant une **fréquence semestrielle** à un contrôle des eaux pluviales, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement. Ce contrôle porte sur le débit rejeté, le pH et les concentrations en MES, DCO, DBO₅, Phosphore total, Azote Global et hydrocarbures suivant les méthodes définies le cas échéant par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

La fréquence de contrôle des eaux pluviales est annuelle après avis de l'inspection des installations classées et en l'absence de dépassement durant la première année de contrôle.

*article 9.2.3.1 : L'exploitant réalise, **sous un délai inférieur à six mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral**, un inventaire des flux aqueux du site, avec information sur les caractéristiques de ces flux afin de montrer la pertinence des paramètres surveillés.

Constats :

Le jour de la visite d'inspection l'exploitant a présenté un rapport d'analyse, daté d'avril 2024, où seul le paramètre hydrocarbure avait été recherché. (la valeur mesurée est inférieure à la limite de quantification).

Le précédent rapport présenté par l'exploitant est daté de mai 2022. Tous les paramètres prescrits dans l'arrêté préfectoral étaient recherchés.

L'exploitant ne respecte pas les prescriptions de son arrêté préfectoral concernant le contrôle de ses rejets d'eaux pluviales, ni pour la fréquence, ni pour les paramètres recherchés.

Ceci constitue une non-conformité.

L'exploitant a déclaré à l'inspection que le prochain contrôle était prévu pour octobre 2024.

Non-conformité n° 2 : l'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les analyses permettant un suivi semestriel de la qualité des rejets d'eaux pluviales, et de transmettre à l'inspection le rapport d'analyses pour le prélèvement du mois d'octobre 2024 avant le 30 novembre 2024, et le rapport du prélèvement réalisé six mois plus tard, soit en avril 2025, avant le 31 mai 2025.

L'exploitant n'a pas non plus réalisé d'inventaire de ses flux aqueux.

Ce point constitue une non conformité.

Non-conformité n° 3 : l'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de réaliser un inventaire du flux aqueux du site, avec information sur les caractéristiques de ces flux afin de montrer la pertinence des paramètres surveillés, avant le 31 décembre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 9.2.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance IED
Prescription contrôlée : Pour déterminer le niveau de contamination des eaux souterraines dans le périmètre IED, l'exploitant procède sur au moins 3 piézomètres au niveau du site (dont 1 en amont et 2 en aval du site) dans l'année suivant la notification du présent préfectoral , à deux séries d'analyses des substances ou mélanges pertinents visés au 2° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement ainsi que sur les paramètres listés ci-dessous. La première série est réalisée en période de nappe haute (période hivernale), la seconde en période de nappe basse (période estivale). Les paramètres suivis sont à minima les Hydrocarbures C10-C40, les COVH, les BTEX, les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16 composés), les Pesticides, l'Arsenic, le Cadmium, le Chrome, le Cuivre, le Mercure, le Plomb, le Nickel et le Zinc. A l'issue de cette campagne d'analyse, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus, et liste les paramètres dont le maintien du suivi est jugé pertinent. La fréquence de contrôle des seuls paramètres jugés pertinents dans les eaux souterraines est semestrielle après avis de l'inspection des installations classées. Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats sont rentrés dans l'outil GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).
Constats : Le jour de la visite l'exploitant a déclaré avoir réalisé une première campagne d'analyse le 28 août 2024 mais ne pas encore disposer du rapport d'analyse. L'exploitant a présenté le devis commercial daté de juin 2023 où sont listés les paramètres à rechercher. Ceux-ci correspondent aux paramètres prescrits par arrêté préfectoral. La campagne d'analyse sur la période de nappe haute (hiver) n'a pas été réalisée. Ce point constitue une non-conformité. <u>Non-conformité n° 4 :</u> l'inspection propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de réaliser, avant le 31 décembre 2024 les analyses permettant de déterminer le niveau de contamination des eaux souterraines dans le périmètre IED et de procéder avant le 1 ^{er} février 2025 à une interprétation des résultats obtenus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Surveillance des sols**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 9.2.5**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance IED**Prescription contrôlée :**

Une caractérisation de l'état du sol dans le périmètre IED est réalisée **avant le 24 novembre 2023**. Cette caractérisation comporte à minima la recherche des substances ou mélanges pertinents visés au 2° du I de l'article R. 515-59 du Code de l'environnement ainsi que sur les substances détectées lors de la première phase d'investigation du rapport de base en phase II.

Des sondages pour circonscrire l'étendue latérale, et verticale le cas échéant, des anomalies détectées sont réalisés autour des zones suivantes :

Sondage	Paramètres recherchés	Localisation
S1	Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16 composés), Hydrocarbures C10-C40, Chrome , Cuivre	Voir plan en annexe
S3	Composés Organiques Volatiles Halogénés	
S4	Hydrocarbures C10-C40, Cuivre, Plomb, Zinc	
S6	Composés Organiques Volatiles Halogénés, Cuivre	
S7	Cuivre, Plomb	
S8	Plomb, Zinc	
S9	Plomb, Zinc	
S11	Cuivre	

S1	Cuivre	
S18	Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16 composés), Hydrocarbures C10-C40, Plomb, Mercure	Ancienne cuve de gasoil enterrée

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé par le ministère en charge de l'écologie aux frais de l'exploitant.

A l'issue de cette campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus. L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Constats :

Le jour de la visite l'exploitant a déclaré à l'inspection que les prélèvements avaient été réalisés le même jour que les prélèvements d'eaux souterraines, soit le 28 août 2024, sans toutefois disposer du rapport d'analyse et de son interprétation.

Ceci constitue une non conformité.

Non-conformité n° 5 : l'inspection propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de réaliser la caractérisation de l'état des sols dans le périmètre IED et d'interpréter les résultats obtenus, avant le 1^{er} février 2025. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose, avant le 1^{er} février 2025, un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 7.3.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations

Prescription contrôlée :

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

L'exploitant fait réaliser, à chaque fois que nécessaire, une thermographie infrarouge des installations électriques. Les actions correctives sont effectuées suivant une cinétique appropriée.

Constats :

Au cours de la visite l'exploitant a présenté le rapport de contrôle par thermographie, daté du 16 janvier 2024. Aucune anomalie n'a été détectée.

Le rapport indique néanmoins que l'ensemble des installations n'a pas été contrôlé. Les installations non contrôlées sont des condensateurs qui étaient à l'arrêt. L'exploitant a précisé que ces installations n'avaient pas été remises en service puisqu'elles n'étaient plus conformes et que leur remise en état n'était pas prévue.

Le jour de la visite l'exploitant n'était pas en possession des rapports de contrôles des installations électriques et de l'attestation Q18 pour le contrôle réalisé le 04 octobre 2024.

L'exploitant a présenté l'attestation Q18 du 28 août 2023. Celle-ci indique que la vérification complète des installations a été réalisée et que l'installation n'est pas susceptible d'entraîner de risque d'incendie et/ou d'explosion.

L'exploitant a également présenté le rapport de contrôle des installations électrique au titre des installations ICPE, pour la vérification d'août 2023 où 4 non-conformités sont relevées.

L'exploitant a indiqué qu'il n'était pas d'accord avec le premier écart relevé dû à l'absence de plaque d'indice de protection d'un moteur. L'exploitant a déclaré que la plaque était présente mais sous le moteur, donc difficilement accessible, mais que l'indice de protection était conforme. Pour les trois autres non-conformités (problème de protection thermique) l'exploitant a déclaré que ces non-conformités n'avaient pas été levées et qu'elles apparaîtraient de nouveau dans le rapport de 2024.

L'organisme ayant réalisé le contrôle a classé la nature du risque en U2. L'inspection a demandé quel était le délai correspondant à une classe de risque U1, U2 ou U3.

L'exploitant a simplement déclaré qu'une non-conformité classée en risque classé U1 était traitée rapidement. L'exploitant ne dispose pas de document fixant un délai d'intervention et de levé des non-conformités en fonction du classement de la nature du risque.

Commentaire n° 2 : Un écart classé en risque U2 n'est effectivement pas un risque dont la remise en conformité doit être immédiate, néanmoins un délai supérieur à 1 an montre un manque de suivi de la part de l'exploitant dans la suppression des non-conformités de ces installations.

Demande n° 3 : l'exploitant définira, dans un document qu'il transmettra à l'inspection **avant le 1^{er} décembre 2024**, le délai d'intervention qu'il juge raisonnable en fonction du classement de la nature du risque.

Par courrier électronique du 21 octobre 2024 l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations électriques dans le cadre des rubriques ICPE, le compte rendu Q18 et l'attestation Q18, pour la vérification réalisée du 30 septembre au 04 octobre 2024.

L'attestation Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Les non-conformités relevées sont également listées dans le rapport de contrôle des installations électriques au titre des ICPE et dans le compte rendu Q18.

De plus, dans le compte rendu Q18, l'organisme ayant réalisé le contrôle indique en point de non-conformité n°1 que « *la vérification réglementaire est incomplète en raison du refus de l'exploitant de réaliser l'ensemble des mises hors tension et essais requis. L'exploitant doit organiser avec l'organisme accrédité une intervention complémentaire dès que possible.* » (nature de risque classé en U1).

L'exploitant n'a pas transmis de plan d'action pour la levée de ces écarts, ni de devis signé.

Ceci constitue une non conformité.

Non conformité n° 6 : l'inspection propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de lever toutes les non-conformités relevées au cours du contrôle réalisé du 30 septembre au 04 octobre 2024 et de réaliser un contrôle complémentaire de ses installations électriques, en prenant toutes les dispositions nécessaires pour que l'organisme de contrôle puisse réaliser l'ensemble des mise hors tension et essais requis, avant le 1er mars 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 8.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

La hauteur de stockage en paletier est limitée à 10 mètres, dans tous les cas.

Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

- Surface max des îlots au sol : 500 mètres carrés,
- Hauteur max de stockage : 8 mètres,
- Distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;
- Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage, cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.

[...]

Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

Constats :

Au cours de la visite, l'inspection a constaté que les installations étaient propres (silos et bâtiment de stockage de farine).

Le stockage des sacs de farine se fait en îlot dont les limites à respecter sont peintes au sol.

Cependant l'inspection a constaté la présence de stockages de palettes vides le long du mur, dans deux des trois parties du bâtiment de stockage de farine.

Cette observation avait déjà été faite par l'inspection au cours de la visite du 16 juillet 2021.

Demande n° 4 : l'exploitant mettra en place un moyen physique, autre qu'une délimitation peinte au sol, permettant de garder une distance minimale de 1 mètre entre la paroi du bâtiment et le stockage des palettes. L'exploitant transmettra la preuve de la mise en place de ce système (photographie ou autre) à l'inspection avant le **1^{er} janvier 2025**.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois